



9° CONGRÈS AMIENS. 1974



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 5 à 10

Texte d'orientation de la Direction politique provisoire

La remise en cause des principes fondamentaux du P.S.U., proposée par certains de ses anciens dirigeants, a été rejetée à une large majorité, au Conseil National d'Orléans. A travers ce refus d'une dilution du PSU au sein du Parti Socialiste, s'est exprimée une claire conscience de l'incompatibilité entre le choix de la révolution et de l'autogestion et la stratégie réformiste d'un Parti qui prend chaque jour davantage l'allure d'un regroupement hétéroclite de la gauche non-communiste.

Dès maintenant, les conditions du renforcement de notre Parti existent. Un tel renforcement implique que nous ne nous contentions pas de camper sur les positions acquises et qu'au contraire nous nous attachions à progresser dans la voie tracée par le Manifeste de Toulouse. Il suppose un approfondissement de notre réflexion stratégique sur les conditions de la conquête et de l'exercice du pouvoir par les travailleurs, et d'une démarche à partir d'une analyse de la crise économique et sociale qui se développe et des données politiques concrètes auxquelles nous sommes confrontés.

Cette démarche s'inscrit dans le développement de notre politique d'unité d'action anti-capitaliste. Dans la bataille sociale qui vient de s'engager, l'unité du mouvement ouvrier est plus que jamais nécessaire. Elle doit permettre non seulement de mettre en échec la politique économique et sociale du pouvoir, mais d'abattre ce dernier et d'ouvrir aux travailleurs le chemin de leur propre pouvoir. C'est pourquoi le P.S.U. doit reprendre ses propositions d'unité d'action anti-capitaliste pour donner à l'unité populaire une assise de classe et des objectifs liés aux préoccupations des travailleurs.

C'est pourquoi il doit être prêt à un examen des bases programmatiques de l'Unité populaire. Le P.S.U. doit œuvrer à la réalisation de l'unité sur une base de classe, à partir de la mobilisation des travailleurs pour leurs revendications fondamentales.

Une victoire de l'unité populaire ne pourrait déboucher sur le pouvoir des travailleurs que dans la mesure où, dès à présent, se développe dans les luttes le courant révolutionnaire pour le contrôle ouvrier et populaire et l'autogestion, dans la mesure où il est capable de donner naissance à un puissant mouvement populaire. Le P.S.U. doit tout faire pour favoriser l'organisation d'un tel mouvement, non en l'envisageant comme un moyen d'élargir son influence et son recrutement, mais comme un lieu de rassemblement de tous les militants, organisés ou non, et de toutes les forces politiques et syndicales pratiquant la stratégie du contrôle dans la perspective de l'autogestion socialiste.

Pour se renforcer, le courant révolutionnaire pour l'autogestion a besoin d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs. L'une des tâches du IXe Congrès du PSU sera de jeter les bases d'un débat programmatique qui doit être largement ouvert dans le Parti et hors du parti à tous ceux qui combattent le capitalisme.

1 — Le pouvoir des travailleurs : réponse à la crise du capitalisme

La crise énergétique n'est qu'un aspect d'une crise économique et sociale profonde qui va toucher pour longtemps le monde industrialisé et provoquer une accentuation de la lutte des classes dont on ne peut pas mesurer l'ampleur aujourd'hui.

I — 1 — Un tournant dans l'histoire du capitalisme

Il ne s'agit pas d'une crise conjoncturelle, ni d'une



phase « normale de récession », ni d'une période de réajustement suite à l'augmentation du prix du pétrole. Encore moins d'une crise de la demande. En réalité il s'agit d'une crise du système capitaliste dont les sources de développement se tarissent. La toile de fond : le capitalisme au plan mondial ne peut plus se reproduire sur les bases de la période antérieure : travail à la chaîne et parcellisation toujours plus poussée des tâches, consommation de masse appuyée sur l'idéologie de la croissance pour la croissance, pillage du « Tiers-Monde » (ressources naturelles et main-d'œuvre).

Les bourgeoisies impérialistes viennent buter contre :

— la lutte des masses populaires pour leurs conditions de vie et de travail ;

— l'émergence de nouvelles bourgeoisies nationales dans certains pays du « Tiers-Monde », celles-ci cherchant la voie de leur propre développement (cf. pétrole notamment).

Dans ce contexte, les rivalités inter-impérialistes s'avivent, les U.S.A. tentant d'affermir leur hégémonie à la faveur de la crise sans qu'il soit possible, pour autant, d'aboutir à un « super-impérialisme ».

I — 2 — Une crise structurelle

A la différence des crises d'autrefois où la chute générale de la production et le développement du chômage s'accompagnaient de la baisse des salaires, mais aussi (encore qu'à un degré moindre) de celle des prix, la crise actuelle voit les phénomènes de récession globale s'accompagner de l'essor de certaines industries de pointe tandis qu'un développement du chômage peut converger avec une accentuation de l'inflation (stagflation).

L'inflation ne peut plus être considérée comme une maladie passagère, même grave, du système. Elle doit au contraire être comprise comme un phénomène caractéristique du développement capitaliste moderne trouvant son origine dans un ensemble de facteurs tels que :

— le mouvement de restructuration capitaliste qui, depuis plus de dix ans, amène les principaux monopoles (notamment les « multinationales ») à utiliser à fond les progrès de la science et de la technique pour absorber un nombre grandissant d'entreprises classiques (qui ne sont pas forcément des PME ; c'est ainsi que des secteurs entiers comme les

charbonnages, les textiles, le bâtiment sont menacés) ;

— la croissance fantastique de dépenses improductives (militaires notamment) ;

— la rotation ultra-rapide de la monnaie (en fonction par exemple de l'utilisation de l'électronique par les banques internationales).

Mais l'inflation c'est également le moyen pour le capitalisme de contre-battre la baisse tendancielle du taux de profit (qui de nos jours résulte pour une large part de l'emploi d'un matériel qui, pour être ultra-moderne, n'en est que plus vite périmé).

Enfin l'inflation doit être considérée comme un moyen de choix du capitalisme avancé pour reporter ses difficultés sur les secteurs classiques ou plus faibles de l'industrie et de l'agriculture (y compris des USA sur les impérialismes secondaires) en même temps que sur la masse de la population laborieuse.

I — 3 — Une crise globale

Rien d'étonnant dans ces conditions que la crise déborde largement de l'économie pour atteindre toute la vie sociale et politique du monde capitaliste. Celui-ci est entré dans une nouvelle phase de crise, longue, larvée, mais globale. Dans les pays industrialisés le mythe de la société intégrée est aujourd'hui battu en brèche. Il y a tout à la fois crise du mode de production et crise du mode de contrôle social : la hiérarchie, la parcellisation du travail, la division des tâches sont de moins en moins admises par ceux qui les subissent. Les luttes ouvrières en Europe des dernières années en témoignent, de même que, sur un autre plan, l'explosion de la révolte étudiante, la contestation culturelle, la lutte des femmes, etc.

I — 4 — La réponse capitaliste à la crise

Il serait illusoire de croire que le capitalisme, une fois encore, serait proche de sa fin, tant il est vrai que seule l'offensive des travailleurs peut le détruire. Le capitalisme a la possibilité de résoudre cette crise par la création de nouvelles bases d'extraction de la plus-value et de nouvelles formes d'intégration des travailleurs. Celles-ci sont en germe dès aujourd'hui : recomposition des tâches (par leur élargissement, le remplacement des chaînes, la réorganisation du travail de maîtrise, etc.), réduction de la croissance matérielle au profit des « services », développement de nouveaux centres d'accumulation par exemple dans le « Tiers-Monde » (Brésil, Iran, etc..) et dans les industries de



pointe (recherche de nouvelles sources d'énergie), extension des rapports économiques avec l'Est, etc...

Cette restructuration impose au capitalisme de profondes transformations qui se traduisent notamment par la mise en sommeil, voire la destruction de secteurs entiers de l'économie tandis qu'une décomposition accélérée menace certaines couches sociales. Le coût social de cette restructuration sera très élevé et entraînera la bourgeoisie à chercher des compensations en imposant des sacrifices aux travailleurs, tant sur le plan matériel (freinage de la progression du pouvoir d'achat, crise de l'emploi, etc..) qu'en termes de pouvoir.

I — 5 — Une crise que les travailleurs peuvent exploiter

La restructuration capitaliste est donc le terrain sur lequel la crise du système est vécue directement par les travailleurs, celui sur lequel s'organise la lutte. La possibilité pour le monde ouvrier de saisir cette crise comme opportunité historique, réside dans sa capacité à passer d'une position de résistance à l'attaque capitaliste à une position d'offensive et d'alliance autour de la classe ouvrière.

La crise du capitalisme est de longue période et il est peu probable qu'elle s'accélère de manière imprévue en des formes généralisées d'arrêt de la production. On ne doit pas en conséquence s'attendre à une « prise de pouvoir » résultant d'un mouvement de masse subitement radicalisé et unifié par une telle accélération de la crise. Au contraire, une alternative de pouvoir n'existe que si elle est l'aboutissement d'une longue lutte et d'une prise de conscience, qui permettent le regroupement des forces sociales et politiques, l'émergence des idées et la création des structures nécessaires pour définir et gérer la société à construire.

D'évidence, ces conditions ne naissent pas du simple développement de la résistance spontanée des travailleurs, ni de la simple élaboration d'un projet de société (la perspective de l'autogestion comme issue sociale). Elles impliquent la construction, dans la réalité des affrontements sociaux, d'éléments alternatifs au système capitaliste : la démocratie collective en assemblée générale comme alternative au système hiérarchisé de décision, le contrôle ouvrier comme alternative au travail dominé et imposé par le capital.

I — 6 — La politique de Giscard d'Estaing

L'alternative de pouvoir viendra d'autant moins spontanément du déroulement de la crise, que la bourgeoisie a jusqu'ici réussi à la gérer politiquement. A travers l'utilisation économique, politique et répressive de l'Etat et par la tentative d'une concertation au plan mondial, des éléments de solution se forment. En particulier en France, Giscard d'Estaing, dont la politique est beaucoup moins hésitante qu'on le prétend, joue à fond sur la dramatisation de la crise pour imposer les mesures de restructuration et les fortes contraintes du plan Fourcade. La lutte devient plus dure, ainsi que le confirment les déclarations de Chirac et de Poniatowski, et la volonté initiale de « réforme » apparaît aujourd'hui clairement comme une tentative de désamorcer des fronts « secondaires » afin de conserver plus de liberté dans l'affrontement sur le terrain social.

Loin d'être une politique au fil de l'eau, la ligne adoptée par le pouvoir vise à répondre à un double problème :

— utiliser certains éléments de la crise pour relancer à une cadence accélérée la restructuration du système afin de placer le capitalisme français dans une position de compétitivité favorable ;

— Rétablir le plus rapidement possible l'équilibre extérieur par une pression sur le marché intérieur obtenu grâce à une réduction de la consommation des masses populaires (réorientation des consommations, utilisation du chômage, pressions sur le patronat pour limiter les réajustements de salaires nécessités par l'inflation, limitation dans le budget des crédits aux équipements collectifs, ponction sur l'épargne populaire, etc..)

Mais devant la crise économique et l'inflation, la bourgeoisie et son pouvoir sont inquiets : les mouvements sociaux, en premier lieu la grève des P.T.T., démontrent que les travailleurs n'acceptent pas de supporter les frais de la crise économique dans laquelle ils n'ont aucune responsabilité. A cet égard l'actuel mouvement de grèves marque très certainement un tournant offensif dans l'évolution des rapports de classe. Significative est la grève des postiers qui, au-delà des problèmes de stricte défense de l'emploi ou du pouvoir d'achat, pose par le contenu de ses mots d'ordre et par sa combativité la nécessité d'en finir avec l'essentiel des dispositions du plan Fourcade.



Le gouvernement tente de briser le mouvement social, et singulièrement la grève des postiers, par la combinaison des mesures de répression (utilisation de la police contre les grévistes et les manœuvres d'isolement dans l'opinion publique (chantage au « chaos face à la crise qui menace »).

En d'autres termes, il apparaît clairement aujourd'hui que les prochaines échéances ne se dérouleront pas principalement sur le terrain électoral, mais tout autant, sinon plus, sur celui d'une bataille sociale prolongée. Il est même maintenant possible de distinguer plus nettement l'articulation des divers moments d'une reprise de l'offensive populaire quelques mois à peine après l'élection présidentielle : dans un premier temps consolider, élargir et unifier les mouvements sociaux afin de mettre en échec la politique économique et sociale du plan Fourcade ; puis, sur la base du rapport des forces ainsi établi, œuvrer dans les luttes à la réalisation d'une véritable unité populaire capable d'affronter une situation de crise sociale et politique généralisée..

II — Pour construire le pouvoir des travailleurs, il faut construire l'unité populaire

L'unité populaire se construit dans les luttes, sur des objectifs clairement anti-capitalistes, et aboutit à un combat frontal avec le capitalisme. Elle ne se résume par à l'union organisationnelle de la gauche, produit d'un rapport de forces à un moment donné, sur des objectifs communs et élargie à certains représentants « progressistes » de la bourgeoisie. Elle passe par la constitution de l'unité ouvrière, telle que la construisent les luttes pour le contrôle ouvrier et par l'unification autour de la classe ouvrière des couches sociales entrant dans le combat anti-capitaliste.

2 — 1 — La nécessaire unité populaire

- Elle naît de la crise du capitalisme.

Au moment où se développe la lutte des travailleurs contre le plan d'austérité, le problème du pouvoir peut être posé avant les échéances que se fixe la majorité présidentielle, car la mise en pièces de la politique économique du gouvernement peut achever de saper ses bases sociales et rendre intenable la position de l'équipe actuelle.

Aujourd'hui, les rapports de classe sont mis à nu. L'affrontement entre les classes sur le terrain même de la production se durcit et implique que, face à la bourgeoisie et à son Etat, le mouvement ouvrier s'unifie pour vaincre.

Dans la période qui s'ouvre et qui sera nécessairement marquée par une recrudescence de la bataille sociale, le développement de l'unité populaire sur un axe de lutte anticapitaliste et susceptible d'ouvrir un débouché politique aux luttes doit être au centre de l'activité du PSU. Il nous appartient, devant les contradictions de l'union de la gauche, d'être les défenseurs les plus conséquents de l'unité populaire.

- Elle se construit essentiellement dans les luttes.

Dans cette bataille politique, notre parti pourra s'appuyer sur les aspirations qui se manifestent dans les luttes des travailleurs. Cela suppose que nos militants saisissent chaque occasion d'établir avec les militants du PC et du PS, et bien entendu aussi de la CGT et de la CFDT, des liens étroits dans le débat et dans les luttes. Cela suppose aussi que le Parti tout entier développe une politique unitaire à l'égard des organisations de gauche, qu'il fasse des propositions concrètes de soutien aux luttes, d'action contre le pouvoir tout en développant sa propre conception d'une stratégie de contrôle ouvrier et populaire et en s'efforçant de la mettre en pratique.

Le PSU sait que, dans leurs luttes, les travailleurs construisent leur unité à travers des revendications unifiantes (augmentations uniformes, garantie de l'emploi, titularisation, etc..) et des formes d'action leur permettant d'assurer leur pouvoir (occupation, assemblée du personnel, contrôle des cadences, etc..). Cette unité permet à de nombreuses couches populaires de rejoindre le combat des travailleurs contre l'adversaire commun : le capitalisme.

- Sa traduction politique actuelle ne dépasse guère le réformisme -



PSU. 9^e Congrès national. 1974
Document
Texte d'orientation
de la direction politique provisoire



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 5 à 10

Pourtant, cette unité populaire offensive et clairement anticapitaliste, en ce sens qu'elle s'attaque aux fondements mêmes du système, est encore politiquement dominée par le réformisme. La volonté populaire de changement profond de l'ordre social, telle qu'elle apparaît dans les luttes d'aujourd'hui, ne s'accompagne pas de la conscience de la profondeur des bouleversements politiques à opérer. C'est dans le développement de la mobilisation populaire que ce retard de la conscience sur la pratique pourra se combler.

- Elle implique, pour le PSU, l'alliance avec les forces organisées du mouvement ouvrier.

Le développement de la mobilisation ne peut naître du seul déroulement spontané des luttes ; il est lié à la capacité du mouvement ouvrier de donner des débouchés politiques à ces luttes, afin d'améliorer le rapport de forces. Cela fonde la nécessité pour le PSU de s'allier avec les forces réformistes et de participer à la construction d'un programme d'unité populaire qui lie sans cesse la mobilisation à sa traduction politique.

Le PSU a aussi un rôle essentiel à jouer pour entraîner l'extrême-gauche dans cette dynamique. L'extrême-gauche aujourd'hui, dans ses diverses composantes, s'interroge sur son rapport avec les masses, sur sa pratique organisationnelle, sur son attitude à l'égard des syndicats et des organisations de masse et cette interrogation est largement autocritique. Nous devons être attentifs aux conclusions que tireront de leurs débats les groupes d'extrême-gauche en souhaitant qu'elles permettent un renforcement de l'unité populaire.

2 — 2 — Aujourd'hui l'unité populaire n'est pas construite

- Le Programme commun était insuffisant pour donner corps à l'unité populaire. Si l'existence du Programme commun a eu la signification importante de sceller l'union de la gauche, il n'a jamais été la base suffisante pour la construction de l'unité populaire. Son mode d'élaboration comme ses propositions ne pouvaient pas, et n'ont pas pu entraîner une mobilisation de masse, sur des objectifs clairement anticapitalistes, indispensables à la construction de l'unité populaire. Il n'est pas la réponse politique qu'exige la situation présente.

- L'union de la gauche subit le contre-coup de la victoire de Giscard -

La coalition de la gauche, qui a fondé son unité sur une perspective électorale et sur le Programme commun, subit les contre-coups du succès de Giscard, même si celui-ci a été acquis de justesse.

Une course de vitesse s'est engagée entre le PC et le PS. Le PC, en lançant son mot d'ordre d'« Union du peuple de France » a cherché à exploiter à son profit les contradictions au sein de la bourgeoisie, tentant de s'appuyer, pour réaliser son compromis historique, sur les couches sociales qui restent les plus sensibles à l'idéologie nationaliste à coloration sociale développée par le gaullisme.

Le PS, avec son opération « élargissement », préparée de longue date avec certains éléments de la direction de la CFDT et de l'ancienne direction de notre parti, a voulu renforcer ses bases dans une fraction de la classe ouvrière et surtout dans les couches techniciennes. Avec le « Projet de Société » et les « Assises du Socialisme », les dirigeants du PS ont cherché à justifier par une phraséologie auto-gestionnaire un décrochage à l'égard du Programme commun contre lequel était menée simultanément une critique de droite (cf. les articles de M. Rocard dans « Le Monde »). L'appellation lancée par Mitterrand aux « Assises » de « Parti des Socialistes » achève de donner au PS le caractère d'un parti de type présidentiel s'adaptant à l'évolution même de la démocratie bourgeoise, avec des courants de droite et de gauche mais où le premier secrétaire est, dans son parti, l'homologue d'un président de la V^e République, décidant seul des grandes options politiques.

- L'unité populaire est menacée par la stratégie de division -

La bourgeoisie menacée essaye par tous les moyens de diviser les travailleurs, et elle tente de susciter le vieux spectre de la 3^e force, afin de faire gérer la crise par les travailleurs eux-mêmes. Le PSU doit affirmer avec force sa condamnation de toute politique de centre-gauche ou d'union nationale.

Dans le Parti Socialiste tel qu'il s'organise, les militants se trouvent pratiquement désarmés face à des choix qui peuvent les engager dans des compromis de



classe et des solutions alternatives de type centre-gauche. Celles-ci trouvent des échos au sein du P.S. — Avec les déclarations récentes de Jacques Delors, celles de Gilles Martinet envisageant, dans le cas d'élections anticipées, la constitution d'un gouvernement de gauche sous Giscard, montrent que cette possibilité est réellement prise en compte à la direction du PS. — C'est surtout contre cette éventualité qui l'empêcherait de réaliser pleinement ses objectifs sur le plan national et international que le PC a réagi avec vigueur. Il ne faut pas s'attendre à ce qu'il change fondamentalement son orientation et sa stratégie, mais il n'est pas exclu que dans le développement des contradictions avec le PS et pour maintenir sa cohésion interne dans une période difficile, il soit amené à infléchir dans un sens plus offensif et davantage orienté vers la base sa politique unitaire.

2 — 3 — Construire l'unité populaire

Aujourd'hui, l'unité populaire doit s'affirmer, et il est de la responsabilité du PSU d'aider à établir le lien entre sa construction dans les luttes et son affirmation politique.

2 — 3 — 1 — Frapper ensemble

Il faut réaliser l'unité d'action du mouvement ouvrier contre la bourgeoisie. Plus que jamais, notre politique d'unité d'action anticapitaliste est d'actualité. Elle doit permettre de s'attaquer à la politique de stabilisation du pouvoir et permettre aux travailleurs de lancer une contre-offensive générale, face aux menées de la bourgeoisie, sur les thèmes fondamentaux de lutte contre les licenciements et la réduction de leur pouvoir d'achat. Dans le cadre de la bataille sociale engagée depuis l'automne, cette politique ne peut se réduire à des accords de sommet, et doit s'accompagner de la mise en place de comités unitaires à la base.

Une telle politique ne peut plus aujourd'hui se limiter à assurer la coordination du combat des travailleurs : en permettant au mouvement ouvrier de s'attaquer de front, et globalement, à la politique de la bourgeoisie, en créant les conditions d'une puissante mobilisation populaire, elle posera nécessairement le problème du pouvoir.

2 — 3 — 2 — Le programme et l'unité populaire

L'offensive des travailleurs et du mouvement ouvrier pose inévitablement la question du pouvoir : elle doit permettre la défaite de la bourgeoisie et la victoire de la gauche. Elle doit donc se concrétiser dans un programme unitaire permettant tout à la fois de vaincre ensemble et de donner un sens à cette victoire.

a) Vaincre ensemble : un tel programme doit permettre d'ébranler la domination bourgeoise : si l'on ne peut pas exclure une crise sociale de type révolutionnaire permettant la mise en place d'un gouvernement populaire, l'hypothèse la plus vraisemblable est celle d'une victoire électorale des partis de gauche. Aussi bien, le programme d'unité populaire a nécessairement une dimension électorale et gouvernementale, afin d'offrir une issue provisoire à la lutte des travailleurs.

— la question électorale —

On a trop souvent, au PSU en particulier, et dans l'extrême-gauche en général, réduit les élections aux campagnes électorales ; on disait — et cela reste vrai — qu'avec les élections la démocratie bourgeoise offre aux révolutionnaires un instrument permettant à ceux-ci de diffuser plus largement leurs thèses.

Mais à l'évidence, il peut, surtout dans certaines périodes, y avoir beaucoup plus. Les élections peuvent être un moyen de « déblocage » d'une situation politique, un élément de déplacement des rapports de forces, une étape institutionnelle importante dans le changement politique.

Croire que les élections permettraient la prise du pouvoir serait assurément tomber dans l'illusion réformiste. Le PSU a toujours dénoncé comme erronée la conception d'un passage graduel au socialisme au moyen de la conquête légale du gouvernement, de l'utilisation de l'Etat bourgeois, et d'une politique de réformes progressives ne pouvant aboutir au mieux qu'à un aménagement de la société capitaliste. L'expérience chilienne du reste a rappelé que la présence de partis ouvriers à la tête de l'Etat bourgeois n'en changeait pas la nature. Mais penser aujourd'hui que la victoire de la gauche serait indifférente pour le déclenchement d'un processus de transformation socialiste équivaudrait à tomber dans une rêverie dangereuse.



PSU. 9° Congrès national. 1974
Document
*Texte d'orientation
de la direction politique provisoire*



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 5 à 10

Il est clair en effet, dans les circonstances historiques présentes, qu'une victoire électorale de la gauche ne changerait rien aux structures fondamentales de la société capitaliste. Mais une telle victoire recèlerait une capacité considérable de mobilisation populaire et permettrait de poser clairement les enjeux de la lutte anti-capitaliste.

C'est dire que le PSU entend intervenir de manière active dans des élections législatives générales. Il doit le faire dans la logique de ses orientations politiques globales, telles que son Conseil National d'Orléans les a rappelées : c'est-à-dire dans une totale autonomie politique, et au sein de l'unité populaire.

Le PSU interviendra de manière autonome : il affirmera, dans les élections comme en toute circonstance, sa stratégie de contrôle ouvrier et populaire, allant dans la perspective de l'autogestion socialiste, et aucun marchandage ne saurait le faire dévier de cette voie fondamentale, dont il est essentiel qu'elle soit exprimée clairement devant les masses.

Le PSU interviendra dans l'unité. L'enjeu électoral prioritaire de la période étant, sans ambiguïtés, la défaite de la bourgeoisie et la victoire de la gauche, le PSU ne peut avoir une position de refus de principe. Il doit envisager les conditions de sa participation à un accord électoral de gauche.

— **La question gouvernementale** -

Ce problème a trop souvent, dans le mouvement ouvrier, été posé de manière dogmatique et abstraite. On s'est trop souvent demandé, de manière générale, s'il convenait d'être favorable au « soutien sans participation », à la participation au gouvernement, ou à une formule d'attentisme, « sans soutien ni participation ». Mais il est fallacieux de répondre à de telles questions sans tenir compte des données et des enjeux de la période, sans tenter une analyse de la situation concrète dans laquelle on se trouve.

Aujourd'hui, ce qui est posé, c'est une alternative à Giscard, et donc l'éventuelle constitution d'un gouvernement de gauche. En conséquence, l'unité populaire aura une dimension gouvernementale et le PSU doit en tenir compte. Nous savons que, dans les luttes d'aujourd'hui, sont en gestation les organes autonomes du pouvoir des travailleurs et qu'une victoire populaire doit en faciliter l'émergence.

C'est dans un tel contexte, en s'appuyant sur ces données et en poursuivant son action révolutionnaire autonome, que le PSU doit envisager la question de l'alternative sur le plan gouvernemental. Notre acceptation de discuter d'un éventuel programme de gouvernement suppose que nous serions prêts, le cas échéant, à prendre aussi nos responsabilités au niveau gouvernement. Tout dépendrait des conditions concrètes, des possibilités d'action autonome ouvertes aux socialistes autogestionnaires, du niveau de mobilisation des travailleurs de la mise en place d'organes de contrôle dans l'entreprise et dans tous les secteurs de la vie sociale.

b) Donner un sens à cette victoire : le programme d'unité populaire doit ouvrir la voie au pouvoir des travailleurs.

Le programme d'unité populaire, en faisant le lien entre la mobilisation populaire et son débouché politique, doit faciliter l'émergence du pouvoir des travailleurs.

A l'évidence, cela suppose d'abord qu'un tel programme ne puisse en aucun cas ressembler à un programme de gestion de la crise, de stabilisation et d'austérité pour les travailleurs. C'est d'un programme remettant directement en cause les fondements de la propriété sociale qu'il doit s'agir.

Cela suppose aussi que la force principale sur laquelle doit se développer la stratégie dont ce programme est porteur est la classe ouvrière, axe autour duquel doit se constituer le rassemblement des forces populaires. L'unité populaire ne peut en effet être confondue avec l'union du peuple de France telle que le PCF l'a définie, ou toute autre formule d'union nationale : la question des alliances de classes ne peut être réglée par des concessions exorbitantes et inacceptables aux petits capitalistes et aux classes moyennes.

Cela suppose encore que ce programme ne soit pas séparé de la mobilisation des travailleurs pour leurs revendications fondamentales, et contre toute tentative de sabotage de la part de la bourgeoisie. Au contraire, la dynamique du programme doit être intimement liée à celle de la mobilisation populaire, sous la forme, par exemple, de comités d'unité populaire à la base.



Toutes ces conditions de la discussion et de l'éventuelle conclusion d'un accord programmatique peuvent être concrétisées et garanties par l'existence d'un programme de transition pris en charge par le PSU, reflétant les aspirations des luttes anti-capitalistes, et se situant au-delà de l'occupation du pouvoir gouvernemental.

En effet, il ne s'agit en aucun cas de sacrifier l'unité à la base à une stratégie d'accords de sommet ; mais au contraire d'introduire une dialectique des accords d'organisation et de l'indispensable unité des travailleurs à la base.

Dans cette perspective, il est fondamental que le PSU continue de lutter sur la base de sa stratégie du contrôle ouvrier et populaire et pour que soient créés, dans l'action des masses, les organes du pouvoir des travailleurs. Il est donc essentiel pour le PSU de donner corps au courant autogestionnaire afin de permettre de construire la force révolutionnaire dont l'autogestion a besoin.

III - Pour donner un sens à la victoire de l'unité populaire, il faut renforcer le courant révolutionnaire pour l'autogestion.

L'unité populaire nécessaire à la victoire du socialisme ne peut se faire que sur les positions et sous la direction de la classe ouvrière.

Cette hégémonie de la classe ouvrière ne peut pas, bien entendu, se réduire au poids prépondérant d'un parti chargé de la représenter — qu'il s'agisse du PCF, du PS ou du PSU ou d'un autre parti ouvrier — Cela passe par l'autonomie de la classe ouvrière, par l'approfondissement d'une unité vivante qui permet une progression politique collective ; c'est dans cette maturation collective du plus grand nombre de travailleurs, dans ces formes d'organisation autonome, dans ces luttes qui remettent en cause les structures mêmes de la société capitaliste que nous voyons la possibilité du pouvoir aux travailleurs eux-mêmes, et

de l'autogestion.

Cette autonomie, cette unité profonde de la classe ouvrière se construit en particulier dans des luttes de forme et de contenu nouveau (démocratie, luttes anti hiérarchiques, etc...) Ces luttes de contrôle ouvrier se sont très largement développées ces dernières années : Péchiney, Joint Français, Lip, etc.. Parallèlement, l'hégémonie ouvrière s'est manifestée par la reprise, sur des terrains extérieurs à la production, de formes de luttes ouvrières nouvelles : démocratie collective à la base, auto-organisation, priorité au fait accompli par rapport à la négociation, extra-légalité. Il existe ainsi actuellement un véritable courant du contrôle ouvrier relayé par le contrôle populaire ; mais il n'est pas parvenu à s'organiser, à se coordonner, ni à trouver, au-delà du terrain social, ses débouchés politiques.

Les Assises du Socialisme ont tenté de répondre à cette exigence en la canalisant vers le PS. Mais la méthode utilisée (contrôle bureaucratique, démocratie dirigée, décisions prises d'avance, etc.), par delà des confrontations parfois enrichissantes, ne pouvait correspondre à l'acquis que constituent la nature et le contenu des luttes. De façon plus générale, aucune opération de récupération n'est adaptée à cette réalité, pas plus de la part du PSU que de toute autre organisation. C'est donc une autre dynamique qu'il faut mettre en œuvre, qui constitue une tâche essentielle pour les militants du PSU, et peut contribuer à transformer le PSU lui-même.

3 — 1 — Contribuer à la convergence politique de ceux qui se battent autour du contrôle ouvrier et populaire

3.1.1. — Une dynamique nouvelle —

Il ne peut s'agir de parachuter des formes d'organisation toute faites, ni de créer des cartels inter-organisations, toutes conceptions qui bloqueraient dès le départ la plus grande masse de ceux qui sont concernés au premier chef.

Il s'agit de permettre la formation de lieux de rencontre, de discussion, de confrontation, d'information entre des militants qui ont des affinités dans leur pratique sociale ; et de contribuer à une coordination progressive de ces initiatives de base. Pour que cela soit possible, il faut tenir compte des conditions concrètes nécessaires :



PSU. 9^e Congrès national. 1974
Document
Texte d'orientation
de la direction politique provisoire



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 5 à 10

a) - la « couche militante » visée comprend en son sein, certes les militants du PSU, des militants de la CFDT, mais aussi des militants de nombreuses organisations populaires ainsi que de l'extrême-gauche non sectaire, de la CGT., de la gauche du PS, du PCF. — Il faut prendre en compte de façon franche et réaliste ces diverses appartenances avec tout ce qu'elles contiennent aussi bien d'enrichissant que de conflictuel.

b) - S'il n'est pas possible — du fait même de la nature du projet — de dessiner de façon précise les formes d'organisation qui doivent être expérimentées de façon très souple, rien ne se créera non plus par génération spontanée. Ce qui est déterminant, c'est qu'un certain nombre de moyens concrets soient fournis autour desquels peuvent se rassembler des militants. De nombreux besoins (informations, échanges, liaisons horizontales permanentes, documentations, liaisons internationales) ne sont pris en charge complètement par aucune organisation existante. Ce n'est que lorsque des instruments adaptés répondront à ces besoins précis que pourra commencer à se structurer un vaste mouvement pour le contrôle ouvrier et populaire offrant un cadre à la diversité des expériences. Préparer dans les meilleurs délais la mise en place de tels instruments en y associant largement des militants d'origines diverses, telle est notre tâche actuelle.

c) - Il ne s'agit pas là d'un « mouvement de masse » au sens habituel du terme. En particulier, il faut se garder de toute vocation concurrente des organisations syndicales — ce qui ne veut pas dire qu'on n'y discute pas des orientations syndicales. Précisément parce que peuvent s'y retrouver des militants aux engagements divers dans les luttes anti-capitalistes, c'est le moyen de rechercher collectivement le débouché politique de ces luttes. Ainsi, c'est un lieu privilégié de la discussion d'un programme de transition articulé avec les batailles actuelles.

3.1.2 - Priorité à la branche ouvrière.

Il est vital qu'un tel mouvement garantisse l'hégémonie ouvrière, et reflète en son sein la manière dont elle est traduite dans les luttes actuelles. A cette fin, il pourrait comprendre plusieurs branches correspondant aux différents terrains de lutte :

a) la branche ouvrière doit faire l'objet des principaux efforts, dès le départ. Nous avons vécu, avec l'expérience du CLAS, les risques que comportait

une structuration de mouvements principalement hors du champ de la production, et nous savons que cela peut toujours être la pente naturelle. Il faut dès maintenant préparer le travail avec des militants ouvriers d'appartenances différentes.

b) il ne faut cependant pas tomber dans l'excès inverse, et confondre « hégémonie » avec « homogénéité ». C'est pourquoi, en fonction des besoins et des possibilités, d'autres branches (école, ville, etc..) pourront naître.

La dynamique ainsi créée par le bouillonnement et l'accélération du mouvement, l'élaboration d'une force politique de type nouveau sera plus que jamais à l'ordre du jour. Les tâches et les structures de cette force se préciseront à partir de la richesse des expériences du mouvement ; dans cette structure collective d'un parti adapté et conforme à un projet autogestionnaire, le PSU a un rôle primordial à jouer.

3.2 - Engager la transformation du PSU.

Pour franchir une nouvelle étape en relation avec ce mouvement plus large, il faut que le PSU, tout en se renforçant, en manifestant sa volonté d'accueillir de nombreux militants, sache collectivement transformer ses structures et son fonctionnement. Il s'agit là d'un processus d'une autre nature que la simple remise en ordre statutaire immédiatement nécessaire (sur laquelle un rapport spécial sera présenté). Trois préoccupations principales doivent être prises en charge par tout le parti actuellement :

3.2.1. - Faire du secteur Entreprise son axe principal, non plus en paroles, mais dans les faits. Ceci pose à la fois le problème des structures de base, des moyens financiers, des permanents (au moins régionaux) pour le travail entreprises, de façon à ce qu'il ne soit plus un secteur parmi d'autres, mais tout simplement le centre de la vie du parti.

Cela ne veut pas dire que les autres secteurs d'intervention doivent être abandonnés ; au contraire ils doivent être renforcés, mais en même temps beaucoup plus articulés avec le travail entreprises.

3.2.2. Changer les modes de direction du parti tout en tenant compte des exigences d'efficacité. L'affirmation selon laquelle le parti doit être un « intellectuel collectif » doit prendre tout son sens dans son mode de fonctionnement. Cela veut dire en particulier :



— des directions qui travaillent étroitement avec ceux qui font la vie du parti sur le terrain (principe à mettre en œuvre notamment pour la direction nationale, mais pas exclusivement sans doute) ;

— le dépassement des mécanismes de représentation et de contrôle de type largement parlementaire au profit de relations plus directement inspirées de notre projet autogestionnaire ;

— la recherche de la collégialité dans les organismes dirigeants eux-mêmes.

3.2.3 . - Un effort continu pour mettre en cause, à l'intérieur du parti, le décalque des rapports sociaux tels qu'ils existent dans la société civile. Certes, le parti ne peut pas se constituer en îlot où ces rapports auraient été abolis. Mais il doit les combattre, et se donner les moyens de le faire, ce qui est encore un bon moyen de préparer la révolution telle que nous la concevons. Ainsi doit-il :

— par la formation, combattre les formes de domination culturelle de la bourgeoisie ;

— par les formes de discussion politique, garantir l'expression de chacun ;

— dans son expression, rechercher la diversification des moyens qui permettent de s'adapter à toutes ces « lacunes » possibles (de la bande dessinée à l'audio-visuel...).

— par son organisation, savoir répondre aux besoins réels et diversifiés de la vie militante (de la garderie aux loisirs...)

Tout cela est à préciser en expérimentant. Mais il faut s'y mettre. C'est aussi un moyen par lequel le projet autogestionnaire prendra valeur et crédibilité auprès des masses.

IV — Pour se renforcer, le courant autogestionnaire a besoin d'un programme de construction du socialisme par les travailleurs

Le Conseil National de Paris a mis à l'ordre du jour du IX° Congrès l'élaboration d'un programme dans la perspective de construction du socialisme, tracée par le Manifeste de Toulouse. La Direction Politique Nationale devait engager le travail préparatoire à ce programme ; ce projet a été abandonné de fait, avec le tournant de la politique du parti au printemps 1974, et il est donc hors de question que le IX° Congrès soit en mesure d'adopter un tel programme. Il en va sans doute mieux ainsi, car de quoi aurions-nous discuté, sinon de textes élaborés par de plus ou moins savantes commissions parisiennes ? Or il ne peut s'agir de cela.

4.1. - Le but du programme : constituer un instrument d'une politique posant concrètement le problème du pouvoir

« Les travailleurs ne pourront gérer eux-mêmes l'économie et la société, jeter les fondations d'une économie socialiste et d'une société évoluant vers le communisme qu'après avoir détruit la machine d'Etat bourgeois, brisé la résistance des classes dirigeantes et des forces qu'elles influencent, fondé un nouveau pouvoir dont les objectifs, les moyens et les formes seront radicalement différents de ceux de l'Etat bourgeois » (Manifeste de Toulouse). Le moment essentiel de ce renversement est constitué par la période de double pouvoir qui contient en elle-même l'affrontement entre le nouveau pouvoir que se donnent, de façon autonome, les travailleurs, et l'appareil d'Etat hérité de la domination bourgeoise. La naissance de ce nouveau pouvoir et cet affrontement ne peuvent se produire par génération spontanée. Ils sont produits par la lutte, pour la satisfaction d'objectifs eux-mêmes hérités des luttes précédentes. C'est en ce sens qu'il y a continuité entre les luttes d'aujourd'hui et celles qui conduisent à l'affrontement final à la bourgeoisie, continuité qui était exprimée dans le titre du Manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain ».

Le rôle du programme est d'explicitier, autant qu'on peut le faire maintenant, ce « pour ». Il a pour fonction de partir des aspirations actuelles, concrètes, immédiates des travailleurs, pour leur faire expérimenter dans l'action et par l'action la nécessité d'attaquer puis de briser les structures du capitalisme, les privilèges et les bastions de la bourgeoisie. De ce fait, il ne peut qu'être révisable, puisqu'il ne peut d'avance prendre en compte toute la richesse en acquis



nouveaux que le développement de la lutte de classe peut produire.

Ces précisions — que le programme lui-même devrait rendre évidentes — permettent sans doute de lever les difficultés de vocabulaire, et de le qualifier de « programme de transition », en sachant qu'il ne s'agit, ni du programme de la société de transition au communisme, ni d'une quelconque version de démocratie avancée.

4.2. - Le contenu du programme : exprimer une politique révolutionnaire de masse

La question du programme a jusqu'à présent été abordée par le PSU « par les deux bouts », sans que le lien ait été fait explicitement entre les deux. D'une part, il a élaboré des perspectives essentielles de la société socialiste dans le Manifeste, qui ont le mérite de montrer clairement l'actualité du socialisme autogestionnaire ; d'autre part, il avait adopté en février 1971 un programme d'action qui tentait, selon une procédure nouvelle (les Assemblées Ouvrières et Paysannes) de recenser les objectifs de lutte actuels — ce programme a d'ailleurs été implicitement enrichi au fil des mois par l'action elle-même.

Le problème est donc aujourd'hui d'établir le pont entre l'immédiat et la perspective future. Deux écueils doivent toutefois être évités.

Le premier a trait à la question du gouvernement, qui doit être prise en compte conformément à notre stratégie de double pouvoir. On peut constater aujourd'hui clairement à quelles impasses on est conduit, lorsqu'à partir d'une aspiration révolutionnaire on n'en conçoit plus la solution qu'en termes de gouvernement ; la préoccupation essentielle doit être de donner les moyens et les mots d'ordre de la mobilisation populaire. A l'inverse, ignorer les problèmes de gouvernement constitue une abstraction insensée. Au contraire, le programme doit les éclairer par ses objectifs, en indiquant ce qui est à mettre en œuvre, à soutenir, à imposer ou à rejeter dans l'action d'un éventuel gouvernement constitué par les organisations de la gauche ; il ne peut être « programme de gouvernement », mais il doit constituer le point d'appui essentiel de l'attitude à prendre à l'égard d'un programme de gouvernement ou de l'action gouvernementale elle-même.

Le second écueil concerne l'organisation même du programme. Il ne peut être constitué par la seule juxtaposition d'intentions, par catégorie de problèmes. Trop de programmes des organisations ouvrières se présentent comme des catalogues, même lorsque le catalogue lui-même ne manque pas d'intérêt (c'est le cas par exemple du document du C.N. de la CFDT d'avril 1974 sur les « objectifs de transformation significatifs », alors que

1) — l'unité du programme doit être constamment fondée sur le rapport de chacun des objectifs avec la stratégie ;

2) — sa nature profondément politique doit être assurée par la cohérence et l'articulation de l'ensemble des objectifs.

L'une et l'autre de ces exigences doivent être satisfaites par le rôle spécifique du parti à l'égard du programme ; c'est là qu'il peut jouer pleinement son rôle d'intellectuel collectif.

4.3 - La méthode :

Ainsi conçu, le programme ne saurait être le produit de la réflexion de cercles restreints. Il suppose au contraire une procédure de discussion publique, impliquant ceux qu'il concerne au premier chef, les travailleurs et tous ceux qui combattent quotidiennement le capitalisme :

- le IX^e Congrès doit décider du lancement de cette discussion publique ;

- les cadres de discussion devront être rapidement mis au point avec la collaboration de militants de syndicats ou de mouvements de masse extérieurs au PSU ;

- plusieurs circuits de discussion devront être mis en œuvre :

- les lieux et les moments où se développent des luttes sur la base du contrôle :

- les assemblées-débats, à tous les niveaux, où seront discutées les conséquences de la crise actuelle ;

- les structures naissantes du mouvement large, que cette discussion même aidera à se développer :

- l'intervention du parti consistera à rassembler à tous les niveaux le produit de cette discussion, et de travailler à sa cohérence stratégique et politique. Le



PSU. 9° Congrès national. 1974
Document
Texte d'orientation
de la direction politique provisoire



Tribune Socialiste n° 635 du 22 novembre 1974. Pages 5 à 10

résultat final de ce travail sera lui-même retransmis auprès de tous ceux qui auront, à des titres divers, participé à son élaboration ;

- un Conseil National Extraordinaire ou un Congrès sanctionnera, dans un an au plus tôt, l'ensemble de ce

processus par l'adoption du programme. Il se substituera à la partie du Manifeste (pages 159 à 188) qui en constitue l'embryon.